

# Prélèvements et redistribution des budgets de l'Etat

Etude basée sur le budget 2021



Responsable de cette étude : Jean-Jacques Dejardin (décembre 2022)

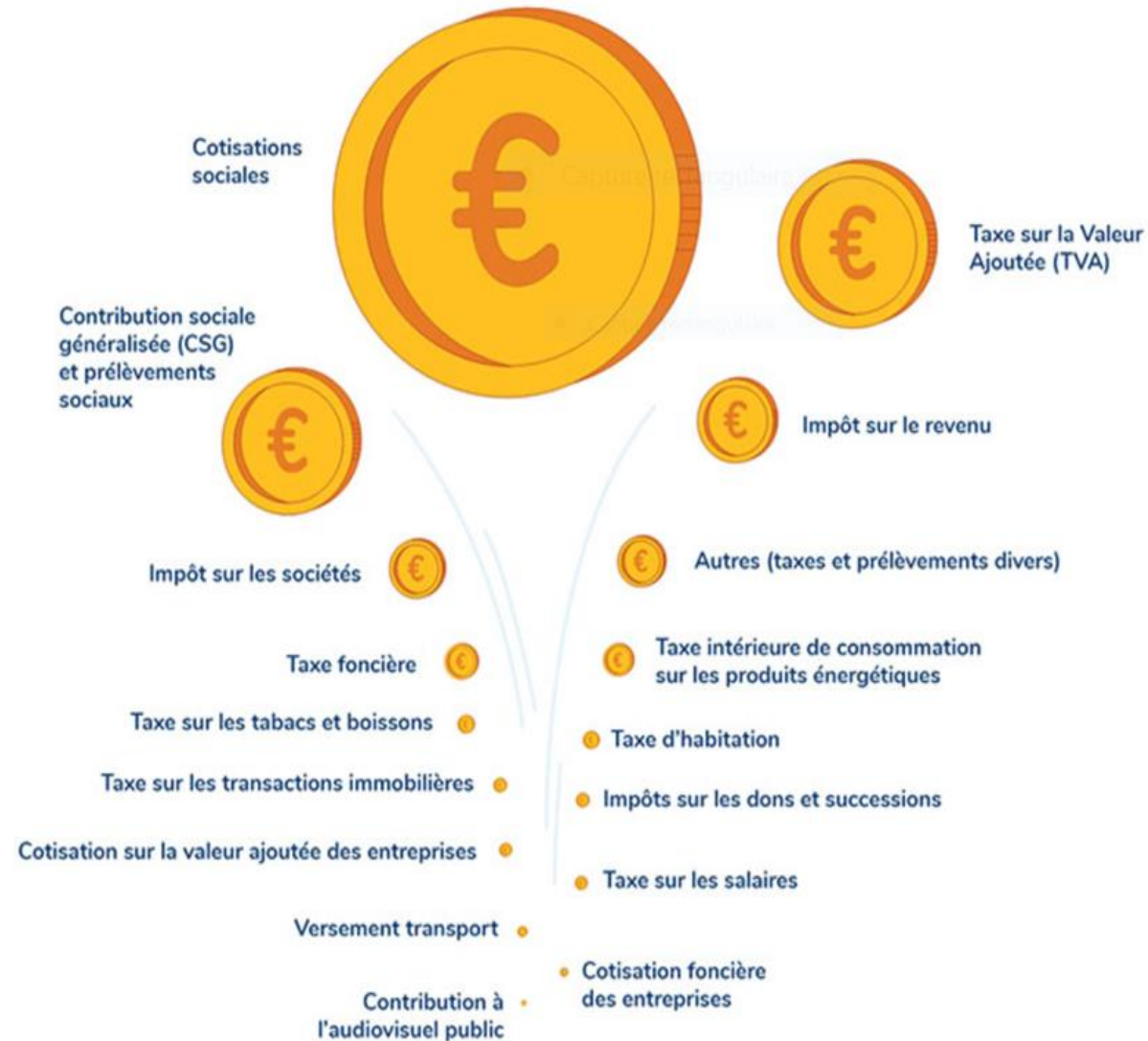
DR FNAR et ACS Seniors

- Les prélèvements obligatoires ou recettes sont l'ensemble des impôts et cotisations sociales prélevés par les administrations et les institutions européennes
- Quatre catégories d'administrations publiques bénéficient des prélèvements obligatoires
  - - L'Etat et les organismes divers de l'administration centrale\*
  - - Les administrations publiques locales (APUL)
  - - Les administrations de sécurité sociale
  - - L'Union européenne (1% du PIB)
- \* Pôle Emploi, INSERM, Météo France

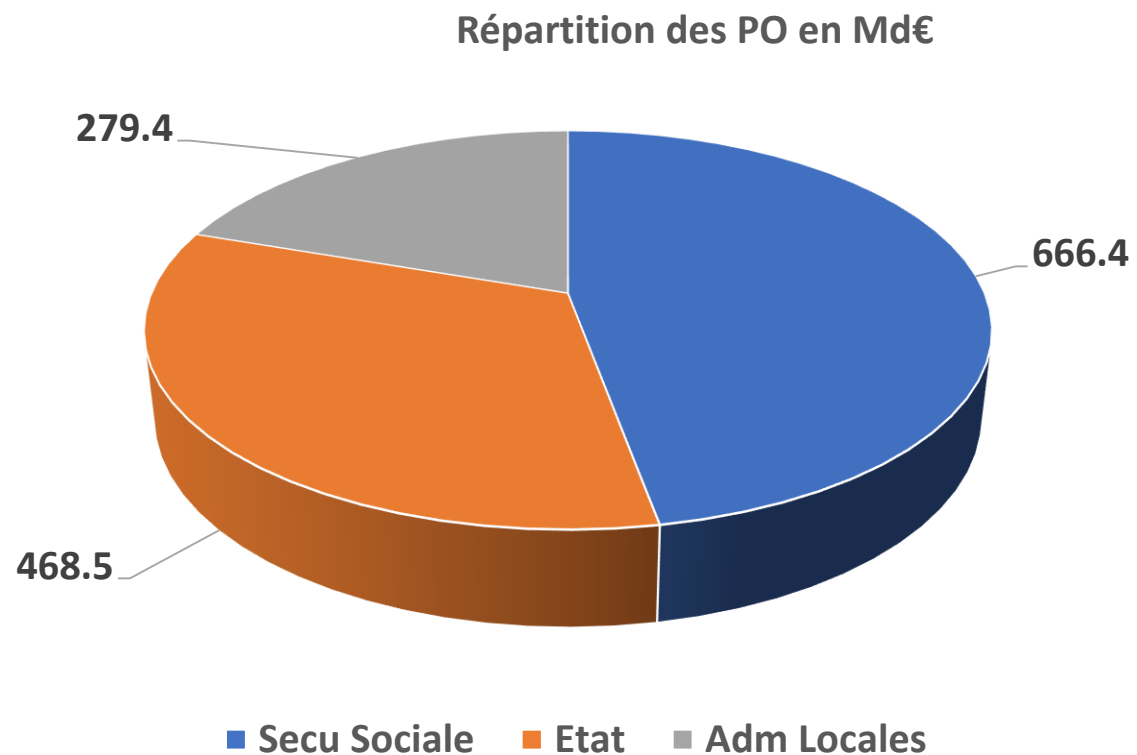
# 1-Les Recettes totales 2021 (1 414,3 Md€)



# Chiffrage des Prélèvements Obligatoires (16 Sources)

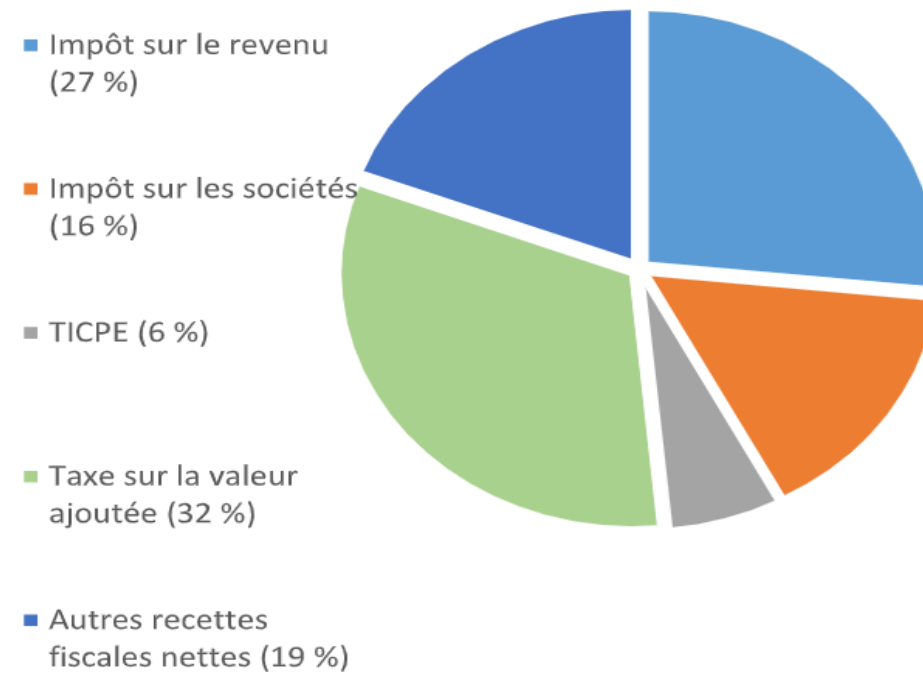


Regroupement en 3 catégories principales du total des PO 2021 (1 414,3 Md€)  
(Sources: Insee compte des administrations publiques en 2021)



## Détails des recettes fiscales de l'ETAT 2021 (468,5 Md€)

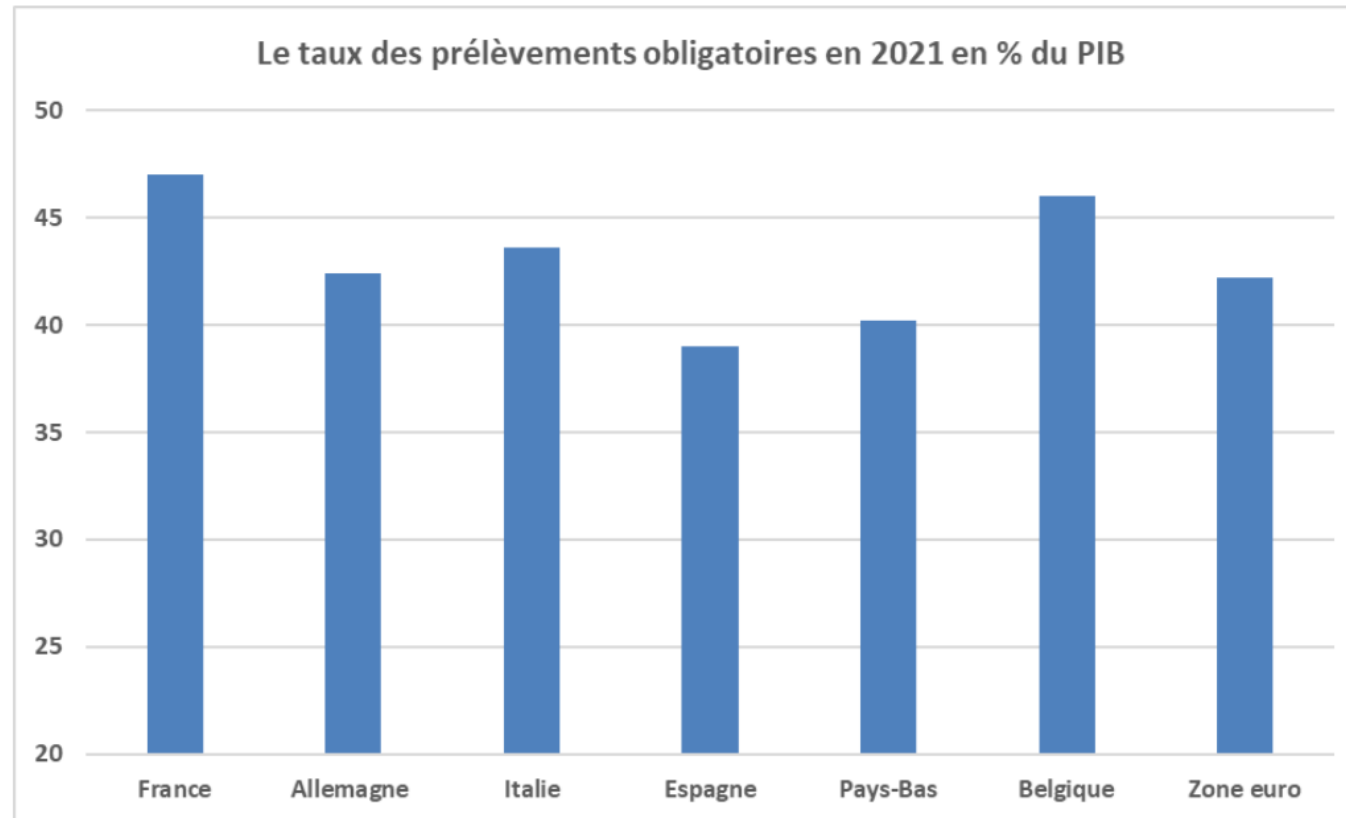
**Graphique n° 1 : ventilation des recettes fiscales nettes en 2021 (Md€)**



*Source : direction du budget*

- L'impôt représente 43% des prélèvements

Avec un taux de 47% la France est en tête de l'UE en % de PO par rapport au PIB  
(La France prélève 100 Md€ de plus que la moyenne Européenne )



Source : Eurostat ; FIPECO

## 2- La redistribution 2021 (1 575 Md€)

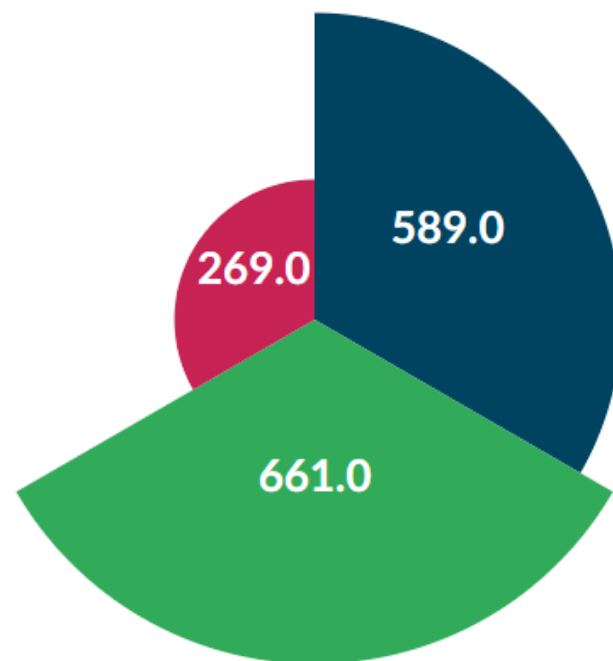




## Qui dépense l'argent public ? (en milliards d'€ - source : Insee 2021)

### Dépenses des administrations publiques locales

Les régions, départements, communes et groupement de communes mais aussi les centres communaux d'action sociale, collèges, lycées etc.



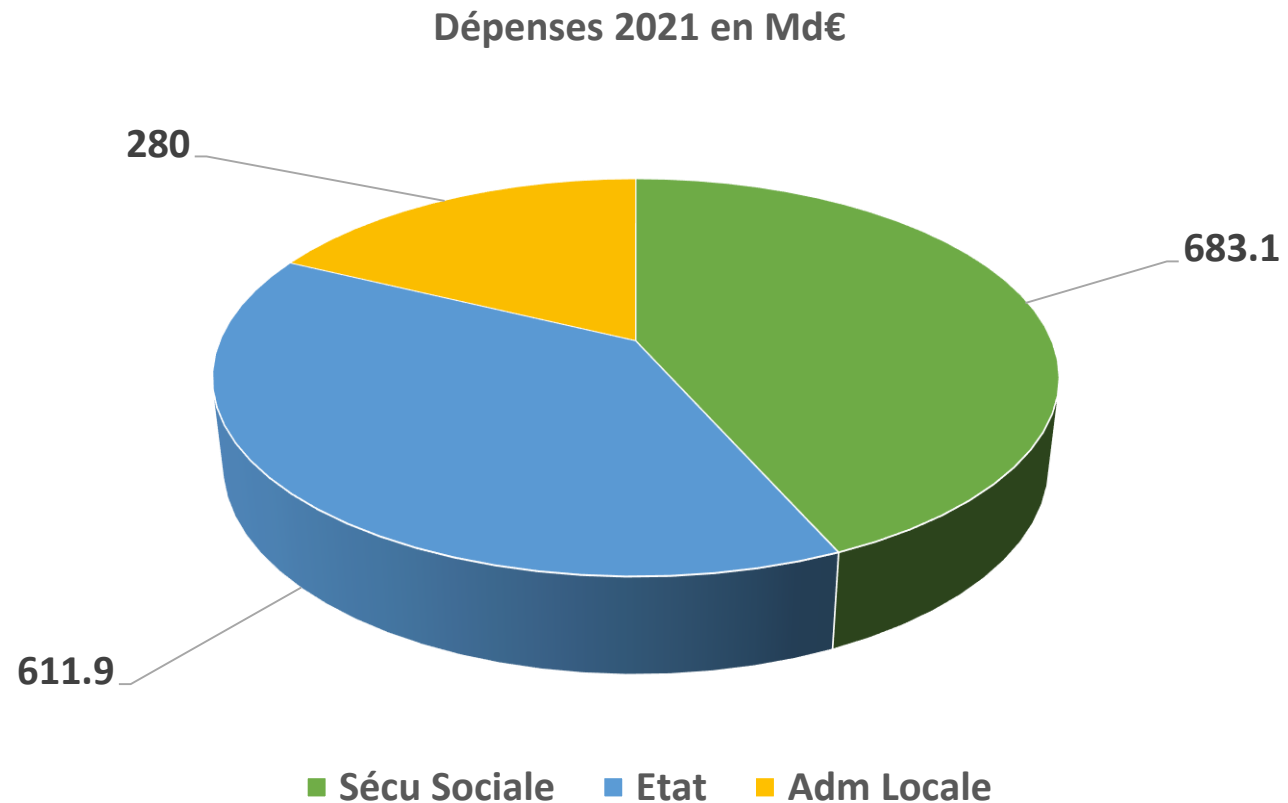
### Dépenses des administrations de sécurité sociale

Les hôpitaux, le régime général et les régimes spéciaux de la Sécurité sociale, les régimes de retraite et assurance-chômage ou encore Pôle emploi.

### Dépenses de l'État et des organismes divers d'administration centrale

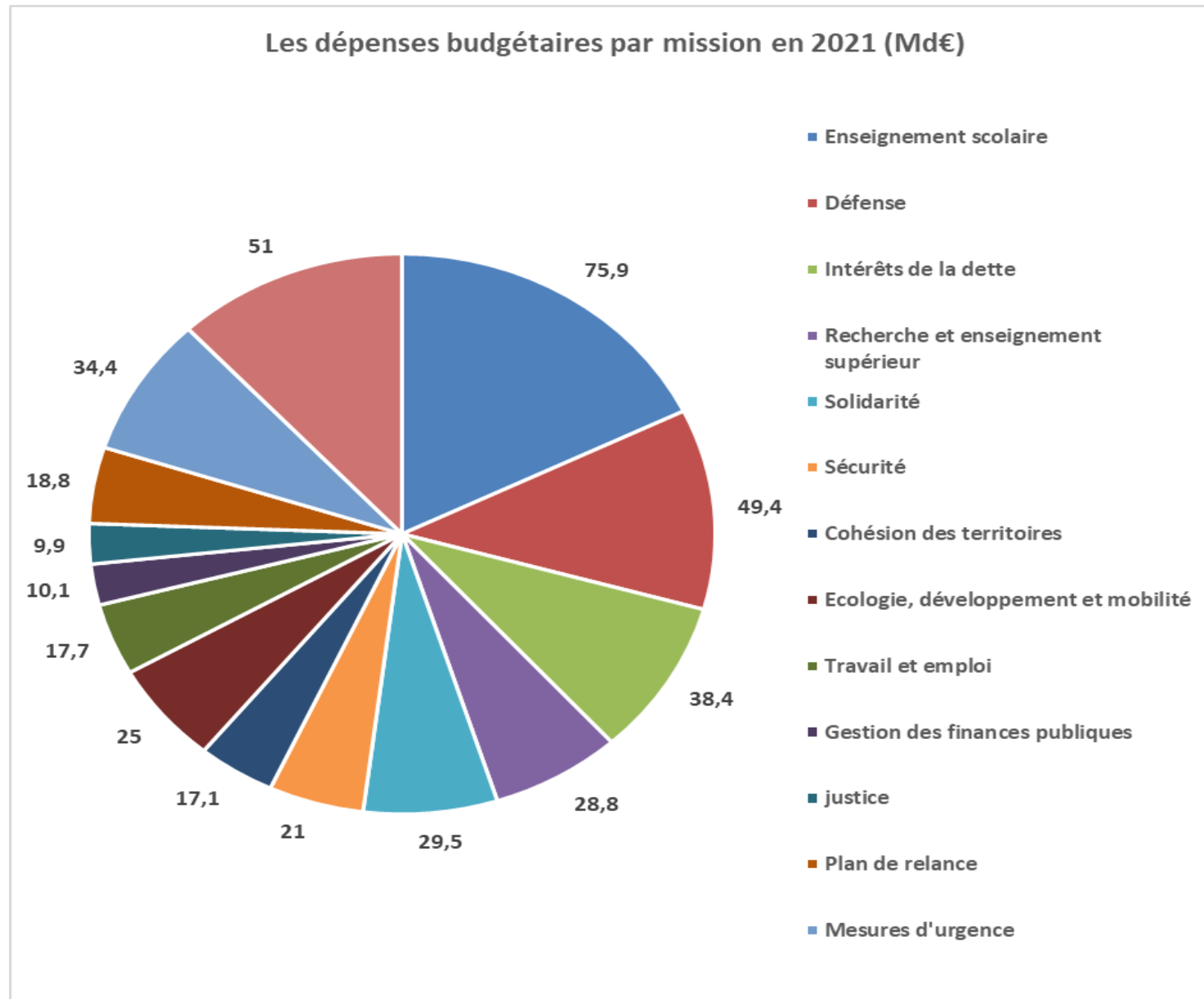
L'ensemble des politiques publiques gérées par l'État mais également les organismes divers d'administration centrale (ODAC) comme le CNRS, l'Inserm, l'Opéra national de Paris, les parcs nationaux, les musées nationaux.

Regroupement en 3 catégories principales du total des dépenses 2021 = 1 575 Md€  
(Sources: Insee compte des administrations publiques en 2021)

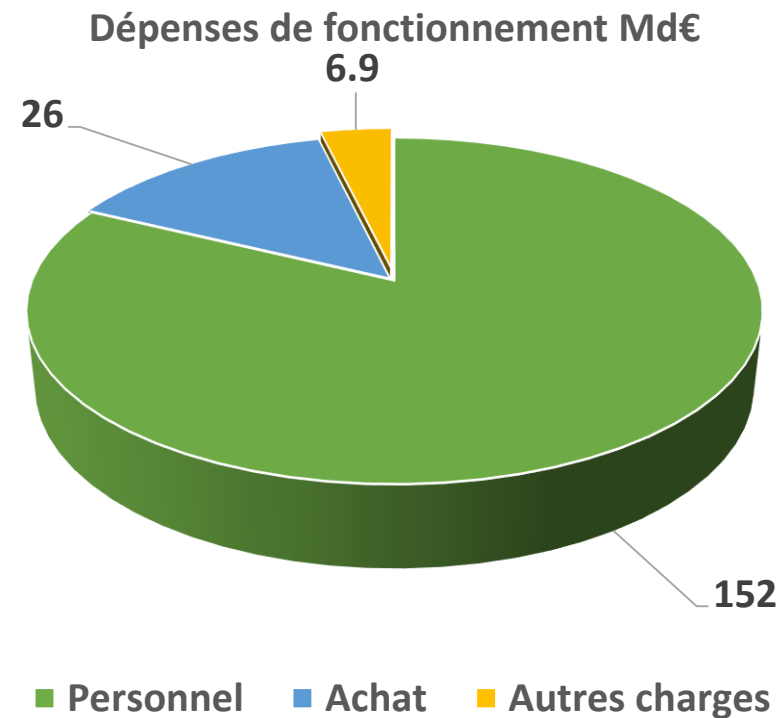


- **Budget de l'Etat 2 parties: Dépenses budgétaires et Dépenses de fonctionnement**

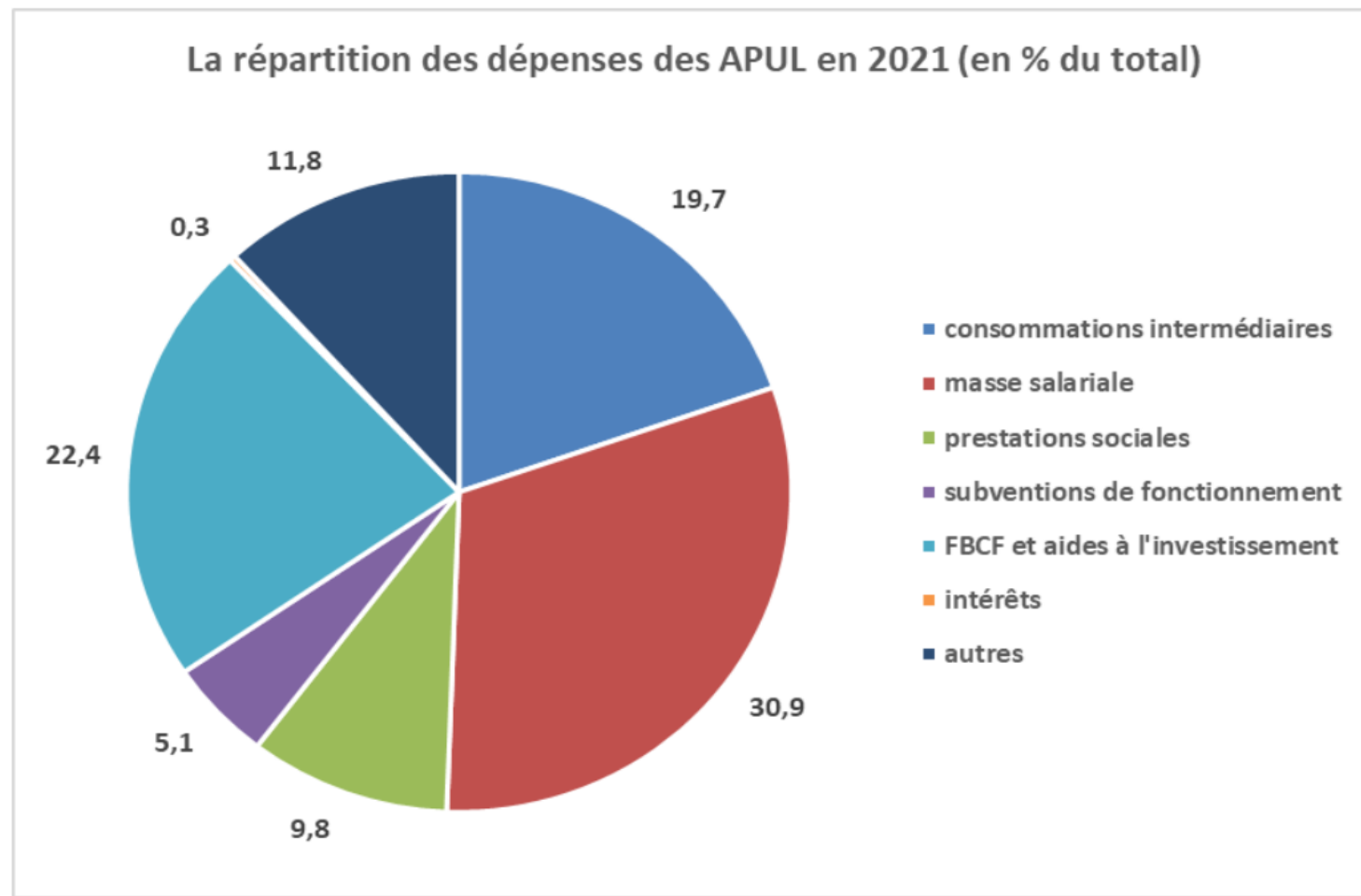
# Répartition de La partie dépenses budgétaires de l'Etat 2021 (427 Md€)



# Regroupement des dépenses de fonctionnement de l'Etat 2021 (184,9 Md€) (Personnel = Salariés + retraités)



## Dépenses des administrations locales (279,4 Md€)



Source : Insee ; FIPECO

### 3- Le solde recettes/dépenses 2021

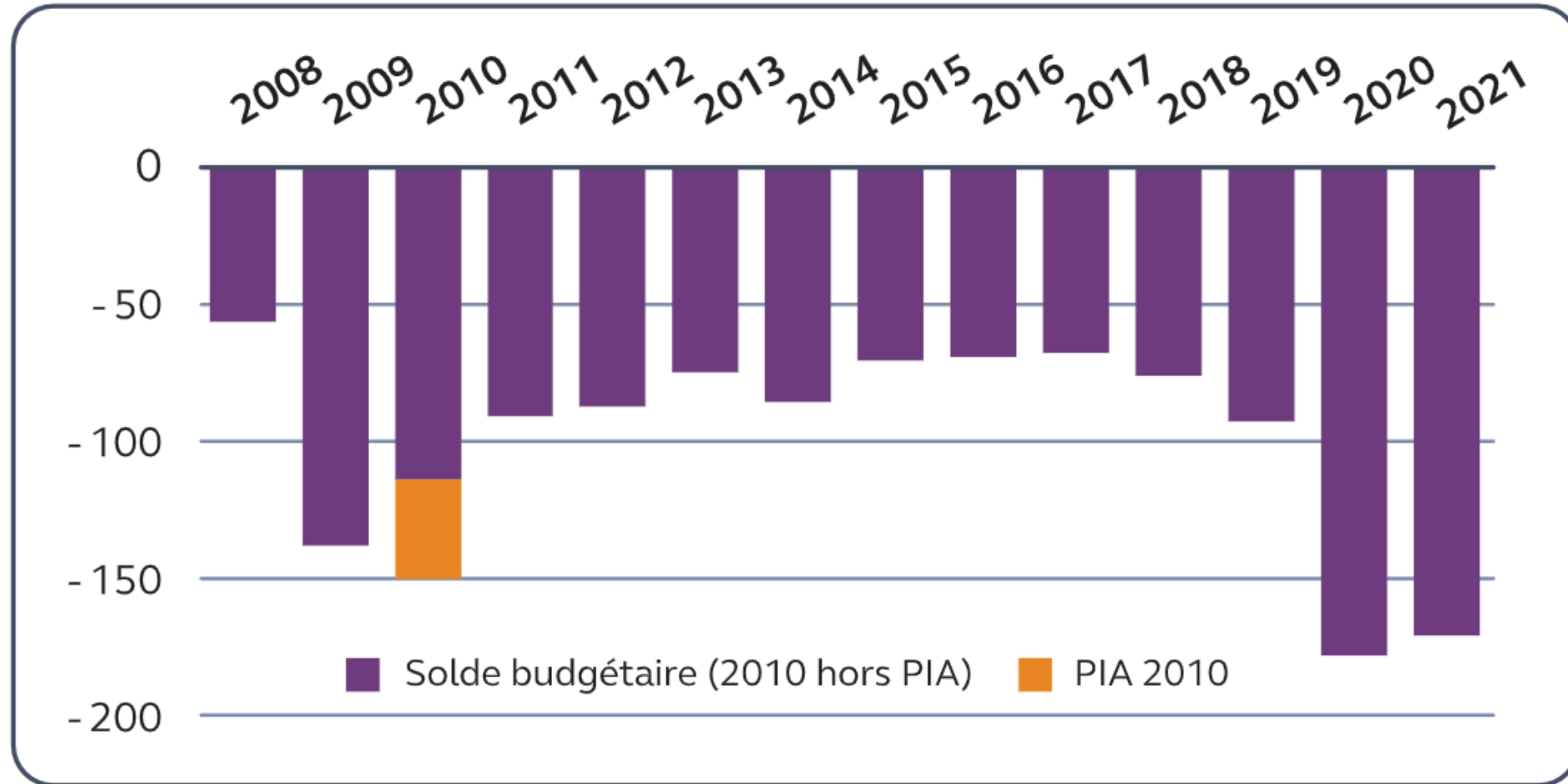




Solde Recettes / Dépenses budget 2021 en déficit de **160,7 Md€**  
(Source: Insee, compte nationaux base 2021)

2021 (Md€)	ETAT	Administrations locales	Sécu. Soc	Total
Dépenses	611,9	280	683,1	1 575
Recettes	468,5	279,4	666,4	1 414,30
Soldes	<b>-143,4</b>	<b>-0,6</b>	<b>-16,7</b>	<b>-160,7</b>

## Solde budgétaire de l'État 2008-2021 (Md€)



Source : lois de règlement pour 2008 à 2020 ; direction du budget pour 2021



## 4 - Contrôles et risques sur les emprunts





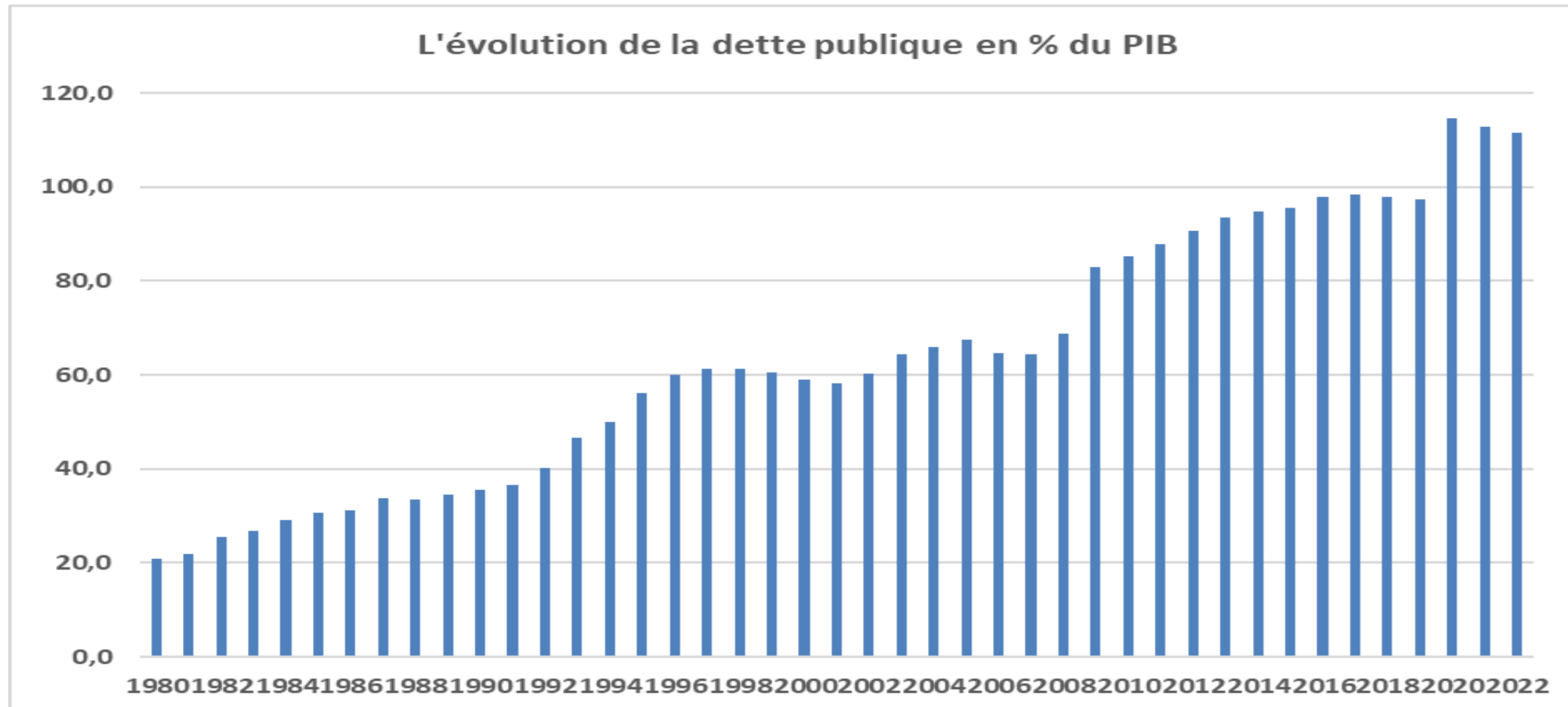
## 3 niveaux de contrôle en cas d'emprunts

**1- Premier niveau: le ratio dette/PIB**

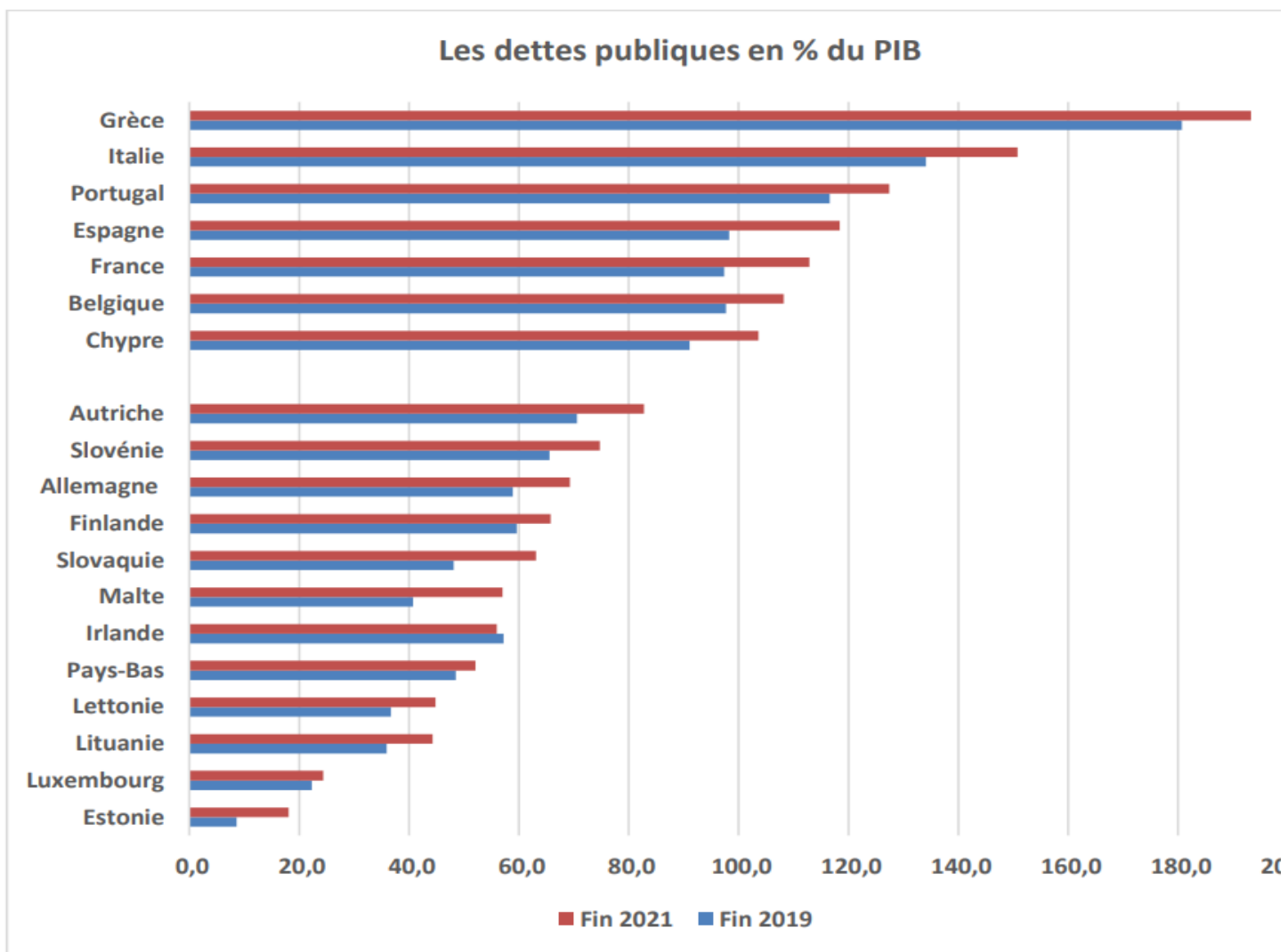
**2- Second niveau: qui détient la dette?**

**3- Troisième niveau: la note des Agences de notation**

# Evolution des déficits France sur les 40 dernières années (Source: Eurostat FIPECO)



# 1- La dette publique totale France fin 2021 est de 112,9% du PIB soit 2 958 Md€



Source : Eurostat ; FIPECO.

## 2- Pour un pays: une détention non majoritaire de sa dette le rend plus dépendant

Pays	Dette en % PIB	Détention de la dette	
		Résidents	Non Résidents (1)
Allemagne	68,6	75	25
France (2)	116,9	52	48
Grèce	197	25	75
Japon	259	90	10

(1) Non Résidents = Etrangers

(2) Source: lafinancepourtous.com d'après l'Agence France Trésor

### 3- Les Agences de notation financières internationales

Standard & Poor's, Moody's et Fitch Rating

- Les agences de notation financière sont des entreprises privées qui apprécient le risque de solvabilité financière d'une entreprise, **d'un État**, d'une collectivité locale (communes, départements, régions) ou d'une opération financière.
- Pour un État souverain, elles doivent prendre en compte 4 variables:
  - **Le contexte économique général**
  - **la possibilité de croissance de cet Etat**
  - **sa capacité à lever l'impôt**
  - **l'évolution prévisible de ses dépenses compte tenu de sa politique budgétaire.**

sur ces 4 critères une notation est établie qui peut faciliter ou renchérir le taux de prêt



## Les Précédents Européens: Crises Grecque, Espagnole et Portugaise (**crise des subprimes** de 2009 + excès de dépenses et recettes en baisse)

- Une dégradation lourde de conséquences
- Les agences de notation n'ont pas lancé ce mouvement. « Les marchés ont revu à la baisse les anticipations bien avant que les agences de notation ne le fasse », souligne l'économiste Nicolas Veron. Mais la dégradation de trois crans de la notation de la Grèce par Standard & Poor's a été d'une sévérité rarissime. Il a eu pour conséquences d'augmenter les taux d'intérêts exigés par les investisseurs jusqu'à des niveaux insoutenables (au dessus de 10 %) et de rendre inopérants les efforts entrepris par le Premier ministre grec pour se passer d'aides d'urgence des Etats de la zone euro et du [Fonds monétaire international](#) (FMI).
- L'abaissement des notes de l'Espagne et du Portugal et le *timing* des décisions et des annonces est lui aussi critiqué pour la même raison. Il renchérit les coûts du refinancement public de ces pays et aggrave leurs déficits.
- Fipeco
- Conséquences grecque: baisse des salaires et des pensions de 23% à 25% en 2010-2011 (NDLR)

**1- Classement mondial 2022 en montant de PIB Md\$ (France 7<sup>ième</sup>)**

US (25 346) Chine (19 911) Japon (4 912) Allemagne (4 256) UK (3 376) Inde (3 291) **France (2 936)**

**2- Classement 2021 de la dette en % du PIB des principaux pays de l'UE (France 5<sup>ième</sup>)**

Pays-Bas (51%) Allemagne (60,30%) UK (102,64%) Belgique (105,1%) **France (111,60%)** Portugal (113,90%) Italie (144,40%) Grèce (171,30%)

**3- Classement notation 2022 de l'agence Standard et Poor's des principaux pays UE+UK**

Premier note (AAA = Premium) : l'Allemagne

Seconds ex aequo note (AA = Haute qualité) : **France**, UK, Autriche, Irlande, Belgique

Note (BB = spéculatif) Italie, Espagne, Portugal

**En conclusion:** les fondamentaux France sont bons dans l'ensemble, il reste toutefois à contenir les montants des prélèvements obligatoires qui sont les plus élevés d'Europe et à demeurer vigilant sur la montée de la dette



Conclusion à méditer pour le futur



*« Un pays qui n'est pas capable d'équilibrer ses finances publiques est un pays qui s'abandonne »*

Pierre Mendès France